

Les droits de solidarité.

Il s'agit des droits de la 3^{ème} génération. Ils ont été proposés par une partie de la doctrine pour rendre compte d'un certain nombre de revendications qui sont apparues sur la scène internationale. Cette génération serait celle des droits de solidarité entendus comme le droit à la paix et à la sécurité, le droit au développement, le droit à un environnement satisfaisant.

De la même façon que les droits économiques et sociaux sont apparus pour rendre effectifs les droits civils et politiques, les droits de solidarité seraient la condition d'existence des droits de la première et de la deuxième génération.

Cette interdépendance est exprimée dans la DUDH de 1948, article 28 : « *Toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social, et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la présente déclaration puissent y trouver un plein effet.* »

Stockholm, 1972, première conférence des Nations Unies sur l'environnement : « *L'homme a un droit fondamental à la liberté, à l'égalité et à des conditions de vie satisfaisantes, dans un environnement dont la qualité lui permette de vivre dans la dignité et le bien être.* » On peut difficilement contester ces droits. En revanche, la transformation de ces exigences politiques légitimes en une nouvelle catégorie de droit est contestée par une grande partie de la doctrine.

Arguments :

- Le titulaire réel de ces droits de solidarité ne serait pas l'homme mais une collectivité qui serait difficile à déterminer.
- Question de savoir qui est le débiteur de ces droits : L'Etat ? Chaque Etat ? La communauté internationale ? Ce serait plutôt une action concertée de la communauté internationale or on sait qu'elle a du mal à exister : problème avant tout politique.
- L'objet de ces droits est assez imprécis, il s'agit là d'exigences dont la satisfaction passe difficilement par des techniques purement juridiques, donc la doctrine considère qu'il ne s'agit pas de véritables droits.

La tendance contemporaine à vouloir convertir les exigences éthiques ou politiques dans le langage du droit est une tendance non sans risque :

- Risque de désintégration de la catégorie des DH.
- Risque d'une perte de crédibilité qui affecterait l'ensemble des DH a force d'y inclure des aspirations dont la réalisation est hors de portée, dont la violation ne peut être sanctionnée.
- Prolifération des règles de droit.

Arguments en sens inverse :

la traduction en droits, de principes politiques ou éthiques peut aussi produire des effets politiques. Le fait de proclamer un droit peut parfois permettre d'enclencher une dynamique. Ex : du droit à l'environnement désormais inscrit dans les textes à portée contraignante. Donc c'est un droit dont il a fallu délimiter les contours, il a fallu déterminer les droits subjectifs opposables aux Etats ou à des personnes privées. A partir d'exigences perçues comme vagues, on peut parfois arriver à la formulation d'un droit dont peut garantir la réalisation, sanctionner la violation. (Espagne a été condamnée pour nuisances sonores alors que droit de l'environnement n'est inscrit nul part.) Mais droit protégé par la CEDH au titre du droit au respect de la vie privée. Droit opposable aux Etats, aux personnes privées, aux entreprises qui, en vertu du droit français et du droit communautaire doivent répondre des dommages causés pour l'environnement.